

Les critères et défis de la prospérité économique Suisse

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **75 (2017)**

Heft 4

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-823296>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LES CRITÈRES ET DÉFIS DE LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE SUISSE

LES CONTRAINTES DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET GÉOPOLITIQUE

Caractérisée par sa résistance à tous les chocs, la Suisse est souvent considérée comme un îlot de prospérité en Europe et dans le monde. Le pays ne peut cependant faire abstraction de son environnement direct et indirect. Près de 10 ans après la crise de 2008, les effets économiques, mais également sociaux, continuent de se faire sentir conduisant à une stagnation qui pourrait persister encore quelques années. L'impact de la crise aurait pourtant pu être plus fort encore. Durant les premières années de la crise, la première réaction des Etats a été de se rassembler afin de soutenir et favoriser la croissance, notamment en renouant leur confiance au commerce international. Ainsi la récession ne s'est pas transformée en dépression, comme ce fut le cas dans les années 1930. Mais ce ralliement n'a été que de courte durée, cédant la place à d'autres tendances, désignées parfois par le terme de «déglobalisation»: repli sur soi, retrait de la scène internationale, protectionnisme, crise de gouvernance internationale, émergences de mouvances nationalistes et populistes. La crise a révélé les limites d'un capitalisme effréné qui, bien que générateur de croissance, n'a de loin pas permis à tous d'en profiter, exacerbant les inégalités et le ressentiment envers les élites et le «système». Au niveau géopolitique, l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche symbolise la nouvelle instabilité à laquelle le monde est confronté. La multiplication des risques géopolitiques en Mer de Chine, en Corée et au Moyen-Orient pourrait avoir un impact économique. Les sanctions contre certains pays et les politiques de restriction d'investissements sont un exemple en termes de marchés qui se ferment, d'opportunités qui se limitent et de débouchés qui s'annihilent. Cet environnement difficile et empreint d'incertitudes entraîne également pour la Suisse un phénomène de renchérissement du franc, qui constitue un facteur négatif pour ses exportations. Il génère également une anxiété et un attentisme des acteurs économiques. Ainsi, les banques hésitent à prêter et les entreprises hésitent à investir. L'économie regorge de liquidités qui ne sont pas forcément dirigées vers les secteurs les plus productifs et de nombreux projets innovants ne trouvent pas le financement dont ils ont besoin.

L'IMPACT DE LA QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Le *World Economic Forum* (WEF) définit la quatrième révolution industrielle comme une accélération du rythme des innovations, de leur diffusion et de leur adoption en masse, à commencer par les technologies de l'information et de la communication. L'institut, très sensible aux effets de cette quatrième révolution industrielle, a ouvert à San Francisco un centre de recherche qui y est complètement dédié. Sa mission est de concevoir des solutions et d'établir des normes afin de répondre à l'émergence de problèmes liés à la régulation et à l'éthique à même de créer des situations de vide juridique. De plus en plus bouleversantes et

disruptives, les dernières innovations perturbent non seulement des secteurs d'activité et des industries, mais également des Etats. Elles remettent en question les stratégies de développement d'une économie entière qui, traditionnellement, comptait sur le développement par la manufacture et la montée en gamme. Ces méthodes classiques pourraient être complètement annihilées par l'avènement de la robotisation et de l'intelligence artificielle, ce qui concerne aussi bien les nations avancées que les pays en voie de développement. Vingt-cinq ans après le lancement de l'internet, des effets pervers voient le jour, notamment sur les sociétés et les démocraties, via les *fake news* et le *hacking* notamment. La récente élection américaine a été l'une des premières qui, dans un régime démocratique et grâce aux nouvelles technologies de l'information, a été influencée par des puissances étrangères et des mouvements souterrains. Toutefois, de grandes opportunités dans le règlement de problèmes majeurs comme le changement climatique, la pauvreté, l'énergie et la santé font également leur apparition. Certains experts évoquent désormais la possibilité d'une vie éternelle qui pourrait être atteinte dans les années 2050. Cette perspective montre le potentiel de notre époque où les implications fondamentales des innovations pourraient véritablement modifier le cours de l'humanité.

LES DOUZE PILIERS DE LA COMPÉTITIVITÉ D'UN PAYS

La recherche du *World Economic Forum* sur la compétitivité apporte des éléments de réponse sur la manière de naviguer dans un tel environnement et d'améliorer la résilience des économies. Il s'agit de trouver le moyen de saisir les opportunités offertes par la quatrième révolution industrielle et d'en tirer le meilleur parti afin de ne pas devenir une victime de ces tendances technologiques et économiques globales. Depuis 1979, date de la parution de son premier rapport sur la compétitivité, la recherche du WEF a élargi le nombre d'Etats observés passant de 16 à 138. Elle a également fait évoluer sa méthodologie pour parvenir à l'indice global de compétitivité élaboré en 2007 et utilisé aujourd'hui. Se voulant neutre et objectif, cet instrument est destiné aux gouvernements, au secteur privé et à la société civile afin de leur permettre de travailler ensemble à la future prospérité d'un pays. La mesure de la compétitivité, associée à la productivité, est basée sur 12 piliers, qui concernent des sujets extrêmement divers et sont des éléments fondamentaux pour la croissance à long terme. Ces sujets étant considérés comme interdépendants, une faiblesse dans l'une des catégories a souvent un impact négatif sur les autres.

PREMIER PILIER: LES INSTITUTIONS

L'environnement institutionnel d'un Etat dépend de l'efficacité et des comportements des acteurs publics et privés. Le cadre légal et administratif dans lequel les individus, les entreprises et le gouvernement sont en interaction détermine la qualité des institutions publiques et a un rapport étroit avec la compétitivité et la croissance. Il influence les décisions d'investissement et l'organisation de la production et joue un rôle clé dans la manière dont les sociétés distribuent les bénéfices et supporte les coûts du développement des stratégies et des politiques. De bonnes institutions privées sont également importantes pour un développement sain et durable de l'économie.

DEUXIÈME PILIER: LES INFRASTRUCTURES

Une infrastructure complète et performante est essentielle pour un fonctionnement efficace de l'économie. Des modes de transport de qualité – routiers, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires – permettent aux entrepreneurs de mettre leurs biens et services sur le marché de façon sûre et rapide et facilitent l'accès des travailleurs aux emplois les plus appropriés. Les économies dépendent également d'un approvisionnement en électricité sans interruption et pénurie afin que les entreprises et usines fonctionnent sans entrave. Un réseau de télécommunication solide et vaste permet un flux d'informations rapide et gratuit ce qui accroît l'efficacité de l'économie globale en contribuant à assurer que les entreprises puissent communiquer et que les décisions soient prises par les acteurs économiques en prenant en compte toute l'information pertinente.

TROISIÈME PILIER: L'ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE

La stabilité de l'environnement macroéconomique est importante pour le monde des affaires et, par conséquent, significative pour la compétitivité globale d'un pays. Même s'il est vrai que la stabilité seule ne peut pas augmenter la productivité d'un Etat, il est également reconnu que le chaos macroéconomique nuit à l'économie. Le gouvernement ne peut pas fournir des services de manière efficace s'il doit verser des intérêts élevés sur ses anciennes dettes. Une situation de déficits budgétaires limite la capacité future du gouvernement à réagir aux cycles économiques. Les entreprises ne peuvent pas fonctionner de manière efficace lorsque les taux d'inflation échappent à tout contrôle. En somme, l'économie ne peut pas croître de façon durable si l'environnement macroéconomique n'est pas stable.

QUATRIÈME PILIER: LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION PRIMAIRE

Une force de travail en bonne santé est vitale pour la compétitivité et la productivité d'un pays. Les travailleurs malades ne peuvent pas offrir leur plein potentiel et sont moins productifs. Une santé précaire conduit à des coûts significatifs pour les entreprises, avec des travailleurs souvent absents qui fonctionnent à des niveaux d'efficacité réduits. L'investissement dans les prestations de services de santé est donc critique pour des considérations économiques et morales. En plus de la santé, ce pilier prend en compte la quantité et la qualité de l'éducation de base reçue par la population, qui deviennent de plus en plus importantes dans l'économie actuelle. L'éducation de base augmente l'efficacité de chaque travailleur.

CINQUIÈME PILIER: L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Un enseignement supérieur et une formation professionnelle de qualité sont cruciaux pour les économies soucieuses de faire monter la chaîne de création de valeur au-delà de processus et de produits simples. En particulier, l'économie globalisée actuelle requiert d'alimenter un réservoir de travailleurs bien formés à même d'effectuer des tâches complexes et de s'adapter rapidement à un environnement en mutation et aux besoins évolutifs du système de production. Ce pilier mesure le taux de scolarisation secondaire et tertiaire, ainsi que la qualité de l'éducation évaluée par les dirigeants d'entreprises. Le degré de formation du personnel est également pris en compte en raison de l'importance de la formation professionnelle continue – qui est négligée dans de nombreuses économies – pour assurer une mise à niveau constante des compétences des travailleurs.

SIXIÈME PILIER: L'EFFICACITÉ DU MARCHÉ DES BIENS

Les Etats ayant un marché des biens efficace sont bien positionnés pour produire la bonne combinaison de produits et services compte-tenu de leurs conditions particulières d'offre et de demande, ainsi que d'assurer que ces biens puissent être échangés le plus efficacement dans l'économie. Une saine concurrence du marché, aussi bien domestique qu'international, est importante en tant que moteur de l'efficacité du marché, et par conséquent de la productivité des entreprises. Elle assure que les entreprises les plus efficaces, qui produisent les biens demandés par le marché, sont celles qui prospèrent. L'efficacité du marché dépend également des conditions de la demande, comme l'orientation des clients et la sophistication des acheteurs. Pour des raisons culturelles et historiques, les clients peuvent être plus exigeants dans certains pays. Cela peut créer un avantage concurrentiel important, en forçant les entreprises à être plus innovantes et centrées sur le client et à imposer ainsi la discipline nécessaire pour parvenir à un marché des biens efficace.

SEPTIÈME PILIER: LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La flexibilité du marché du travail est essentielle pour assurer l'allocation efficace des travailleurs dans l'économie et une rémunération suffisante aux salariés. Le marché de l'emploi doit avoir une adaptabilité suffisante pour basculer les travailleurs d'une activité économique à une autre rapidement et à un coût moindre permettant les fluctuations salariales sans disruption sociale. Un marché du travail efficace doit également assurer aux travailleurs un système d'incitation fort, promouvoir la méritocratie et fournir des conditions équitables aux femmes et aux hommes. Associés, ces facteurs ont un effet positif sur la performance du travailleur et l'attractivité du pays pour les talents, deux aspects du marché du travail qui sont de plus en plus importants dans un environnement où la pénurie de talents menace.

HUITIÈME PILIER: LE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER

Un marché financier efficace alloue les ressources épargnées par la population, ainsi que celles qui proviennent de l'étranger, aux projets entrepreneuriaux ou d'investissement dotés du taux de rendement le plus élevé. L'investissement est essentiel à la productivité. Par conséquent, les économies ont besoin de marchés financiers sophistiqués qui libèrent du capital pour l'investissement du secteur privé, comme des crédits émis par un secteur bancaire sain, un marché boursier bien réglementé, du venture capital et d'autres produits financiers. Afin de remplir toutes ces fonctions, le secteur bancaire doit être fiable et transparent et les marchés financiers nécessitent une régulation appropriée afin de protéger les investisseurs et les autres acteurs de l'économie au sens large.

NEUVIÈME PILIER: L'ADOPTION TECHNOLOGIQUE

Le concept d'adoption technologique mesure l'agilité avec laquelle une économie adopte les technologies existantes pour renforcer la productivité de ses industries, avec un accent particulier sur sa capacité à tirer pleinement profit des technologies de l'information et de la communication dans les activités quotidiennes, et des processus de production pour une efficacité accrue et favorable à l'innovation pour la compétitivité. Que la technologie ait été développée ou non à l'intérieur des frontières du pays n'est pas un facteur pertinent dans

sa capacité à améliorer la productivité. Le point central est que les firmes opérant dans le pays puissent avoir accès à des produits sophistiqués et avoir la capacité de les intégrer et de les utiliser.

DIXIÈME PILIER: LA TAILLE DU MARCHÉ

La taille du marché affecte la productivité car des marchés vastes permettent aux entreprises d'exploiter les économies d'échelle. Dans l'ère de la globalisation, les marchés internationaux sont devenus un substitut au marché domestique, particulièrement pour les petits pays. Ainsi, les exportations peuvent être considérées comme une alternative à la demande domestique dans la détermination de la taille du marché pour les entreprises d'un pays. En incluant les marchés domestiques et extérieurs, le *World Economic Forum* accorde du crédit aux économies et aux zones géographiques (comme l'Union européenne) qui sont réparties entre plusieurs Etats mais disposent d'un marché commun.

ONZIÈME PILIER: LA SOPHISTICATION DES ENTREPRISES

La sophistication des entreprises comprend deux éléments étroitement liés: la qualité du réseau commercial global d'un Etat et la qualité de l'exploitation et des stratégies des entreprises individuelles. Ces facteurs sont particulièrement importants pour les pays ayant un niveau avancé de développement où les sources les plus basiques d'amélioration de la productivité ont été en grande partie épuisées. La qualité des réseaux commerciaux et le soutien aux entreprises, mesurée par la quantité et la qualité des fournisseurs locaux et l'étendue de leur interaction, est importante pour de nombreuses raisons. Quand les entreprises et les fournisseurs d'un secteur particulier sont interconnectés en groupes géographiquement proches, appelés *clusters*, l'efficacité est augmentée, de plus grandes opportunités pour l'innovation dans les processus et les produits sont créées et les barrières à l'entrée de nouvelles entreprises sont réduites.

DOUZIÈME PILIER: L'INNOVATION

Le dernier pilier met l'accent sur l'innovation. Celle-ci est particulièrement importante pour les économies lorsqu'elles approchent les frontières de la connaissance et que la possibilité de générer davantage de valeur en intégrant et en adaptant des technologies exogènes tend à disparaître. Dans ces économies, les entreprises doivent concevoir et développer des produits et des processus de pointe pour maintenir un avantage compétitif et progresser vers des activités à valeur ajoutée encore plus forte. Cette progression requiert un environnement propice à l'activité innovante soutenu par les secteurs publics et privés. En particulier, il exige un investissement suffisant dans la recherche et développement, surtout par le secteur privé; la présence d'institutions de recherche de grande qualité générant les connaissances basiques nécessaires pour créer les nouvelles technologies; une grande collaboration dans le domaine de la recherche et des développements technologiques entre les universités et l'industrie; et la protection de la propriété intellectuelle.

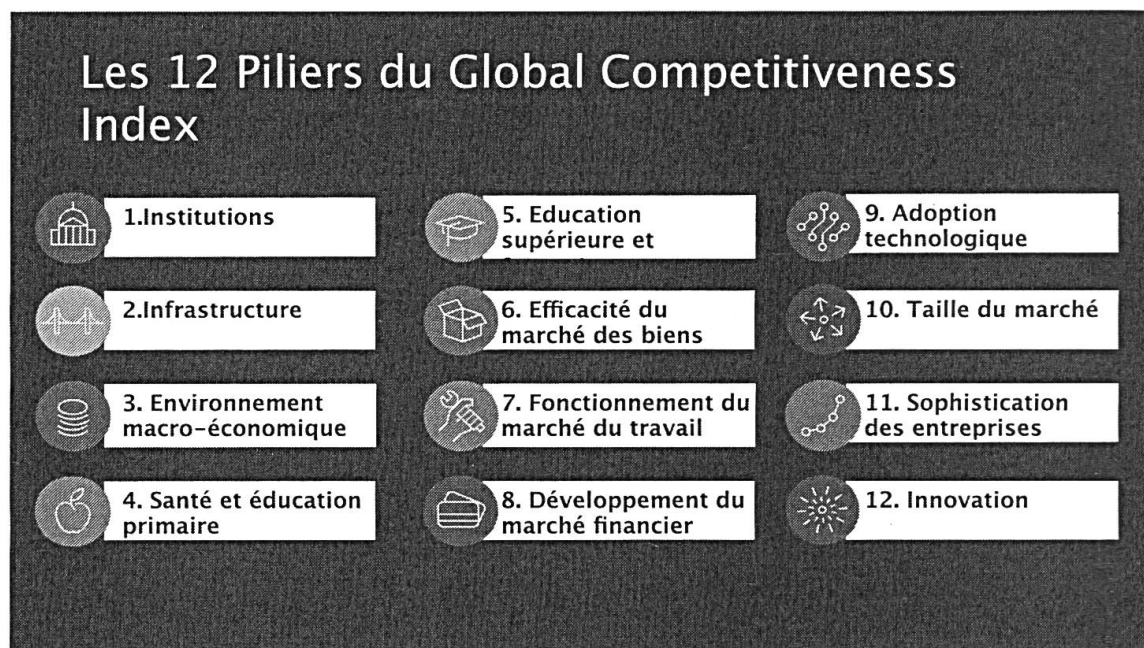


Illustration: Les 12 piliers du Global Competitiveness index

LA SUISSE CHAMPIONNE DE LA COMPÉTITIVITÉ

La Suisse, grâce à son excellente performance d'ensemble dans les 12 piliers ainsi qu'à sa grande régularité, occupe la première place du classement depuis 8 années consécutives. Dans l'édition 2016-2017, elle enregistre même son score le plus élevé depuis l'introduction de la nouvelle méthodologie en 2007. La Suisse se place dans le top 10 en ce qui concerne 11 des 12 piliers et prend la première place dans quatre d'entre eux: l'efficacité du marché du travail, la sophistication des activités commerciales, l'innovation et l'agilité technologique. Selon le *World Economic Forum*, l'élément fondamental dans le succès de la Suisse est que, privée de ressources naturelles, elle mise beaucoup sur le capital humain. Elle est devenue un pays prospère en nourrissant, formant et attirant le capital humain et en permettant qu'il se dédie toujours plus à des activités à forte valeur ajoutée. 8 indicateurs, parmi les 114 qui composent l'indice de compétitivité global, montrent la bonne performance de la Suisse dans les domaines liés à l'humain. Il s'agit de la qualité de la formation continue; la qualité des écoles de gestion d'entreprises; la flexibilité d'embauche et de licenciement; la capacité à attirer les talents; la coopération entre employeurs et employés; la qualité des institutions de recherche et la capacité à attirer et retenir les talents. Même si elle est imparfaite, l'une des mesures qui permet d'observer la capacité d'innover de la Suisse est celle du nombre de demandes de brevets par habitant. En 2013-2014, le pays se classait troisième, derrière le Japon et la Suède et devant la Finlande et la Corée du Sud. Elle fait donc partie de ces quelques pôles d'innovation dans le monde, où émergent des idées vraiment importantes. Le cas suisse illustre le principe selon lequel pour un pays avancé, l'innovation est la principale source de gains de productivité et, partant, de croissance à long terme, toutes les autres s'épuisant peu à peu au fur et à mesure de l'enrichissement d'une nation. Or, la capacité à

innover dépend d'un vaste et complexe «écosystème» au cœur duquel se trouve l'humain. On peut constater que la compétitivité, telle que définie et mesurée par le *World Economic Forum*, est un indicateur de solidité et de résilience économiques. Elle permet notamment de mieux comprendre les trajectoires très divergentes des pays depuis la crise. Par exemple, sur les 10 dernières années, la Suisse n'a connu qu'un épisode de récession en 2009, lors du pire moment de la crise. En revanche, la Grèce, 86e au classement, en a connu sept, ainsi qu'une diminution d'un quart de son PIB entre 2007 et 2015. Au-delà des chiffres, cette situation a des conséquences sociales sévères, notamment au niveau du taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans. Il y a quelques années, ce taux atteignait 58% en Grèce, alors qu'il est resté inférieur à 10% pour la Suisse. Si la croissance n'est pas un critère pris en compte dans le calcul de l'indice, les observateurs avaient déjà pu remarquer, avant la crise, que le niveau de productivité de la Grèce était l'un des plus bas d'Europe, en inadéquation avec son niveau de richesse. En d'autres termes, le pays vivait au-dessus de ses moyens, sous perfusion de l'Etat, dont les dépenses représentaient plus de la moitié de son PIB. La crise a précipité la fin de cette prospérité artificielle.

Si la compétitivité est une condition nécessaire pour atteindre la prospérité économique, elle n'est pas une fin en soi. L'objectif ultime est la croissance inclusive: la richesse créée doit être associée à des politiques sociales et de redistribution afin pour le pays de s'assurer que tous ses citoyens puissent avoir la chance de réussir et qu'aucun d'entre eux ne soit délaissé.

Global Competitiveness Index 2016–2017

Classement parmi 138 pays

Rang	Economie	Score (1–7)	Rang	Economie	Score (1–7)
1	Suisse	5.8	15	Canada	5.3
2	Singapour	5.7	21	France	5.2
3	Etats-Unis	5.7	26	Corée du Sud	5.0
4	Pays-Bas	5.6	28	Chine	5.0
5	Allemagne	5.6	39	Inde	4.5
6	Suède	5.5	43	Russie	4.5
7	Royaume Uni	5.5	47	Afrique du Sud	4.5
8	Japon	5.5	51	Mexique	4.4
9	Hong Kong SAR	5.5	55	Turquie	4.4
10	Finlande	5.4	81	Brésil	4.1

Illustration: Global Competitiveness Index 2016 – 2017

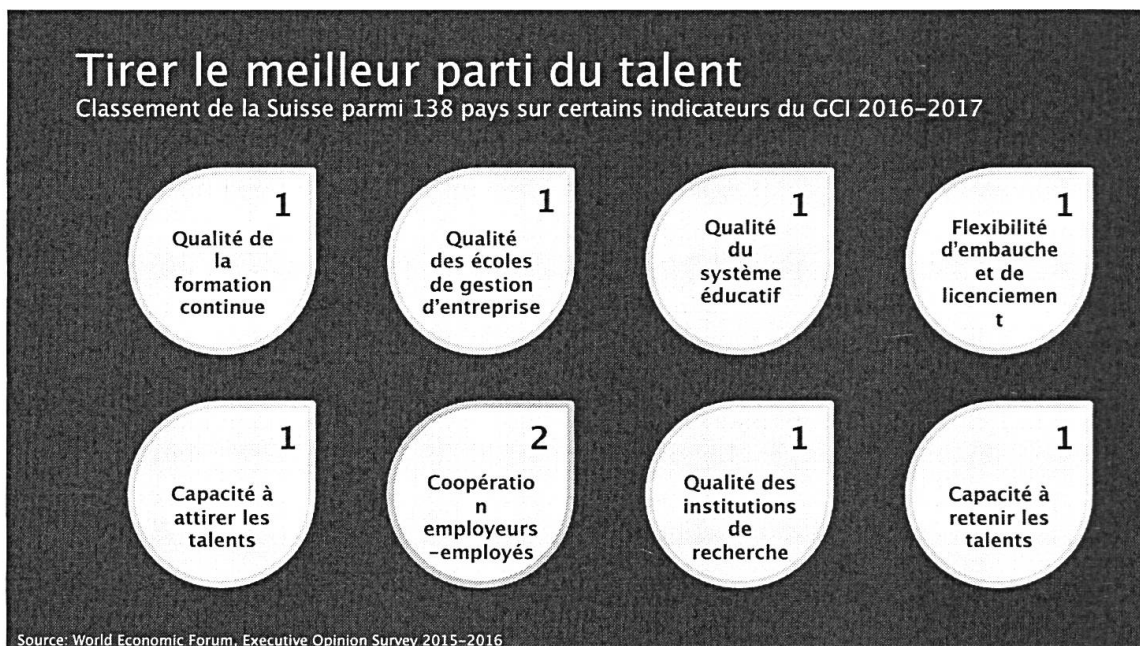


Illustration Tirer le meilleur parti du talent

LES DANGERS ET LES DÉFIS DE LA SUISSE

Ce succès insolent de la Suisse pourrait cependant être perturbé par certains éléments, comme un coût de la vie très élevé. Celui-ci rend l'équation très fragile, car les entreprises internationales se questionnent en permanence sur le retour sur investissement, si les revenus et les avantages de leur présence en Suisse justifient les coûts payés. Un second danger réside dans la prolifération des initiatives à caractère populiste. La Suisse comptant désormais 8 millions d'habitants, il est plus aisé d'obtenir les 100'000 signatures requises ce qui entraîne une tendance à la multiplication des consultations. L'initiative du 9 février 2014 «Contre l'immigration de masse» est une démonstration du danger qui menace la Suisse et pourrait mettre à mal son attractivité. L'acceptation d'une deuxième initiative en faveur d'une limitation de la circulation des personnes et de l'ouverture de la Suisse aurait des conséquences notables sur le pays et pourrait bouleverser sa compétitivité. Par exemple, l'*Ecole polytechnique fédérale de Lausanne* (EPFL), symbole de la capacité de la Suisse à innover et à attirer les talents, à collaborer avec le secteur privé, à développer des entreprises et à lancer des *start-ups*, est l'une des organisations les plus vulnérables à ce genre d'initiative populaire. En effet, 63% du personnel de l'EPFL vient de l'étranger, ainsi que 52% des étudiants. Si l'institution ne pouvait plus engager des collaborateurs et attirer des étudiants étrangers, les conséquences sur son rayonnement académique et sur sa capacité de fonctionner seraient très négatives. Le troisième danger qui menace la Suisse est la tendance à la complaisance qui se traduit par une certaine suffisance, le manque d'envie de gagner et de se dépasser. Les acteurs de la société, en particulier les entrepreneurs, doivent rester curieux et ouverts, réfléchir comment faire mieux ou différemment, anticiper les grandes tendances et procéder à une veille concurrentielle continue.

Le quatrième danger auquel la Suisse est confronté est l'aversion au risque, comme le montre l'enquête conduite chaque année par le *World Economic Forum* auprès des chefs d'entreprises sur l'attitude vis-à-vis du risque entrepreneurial. Ils sont notamment questionnés sur leur perception de l'échec pour savoir s'il est considéré comme une humiliation ou comme une expérience enrichissante préparant l'avenir. La Suisse occupe la 31e position dans ce classement avec un score de 4,4 sur une échelle de 1 à 7. La culture du risque est bien plus marquée en Israël, aux Etats-Unis, en Nouvelle-Zélande ou au Royaume-Uni.

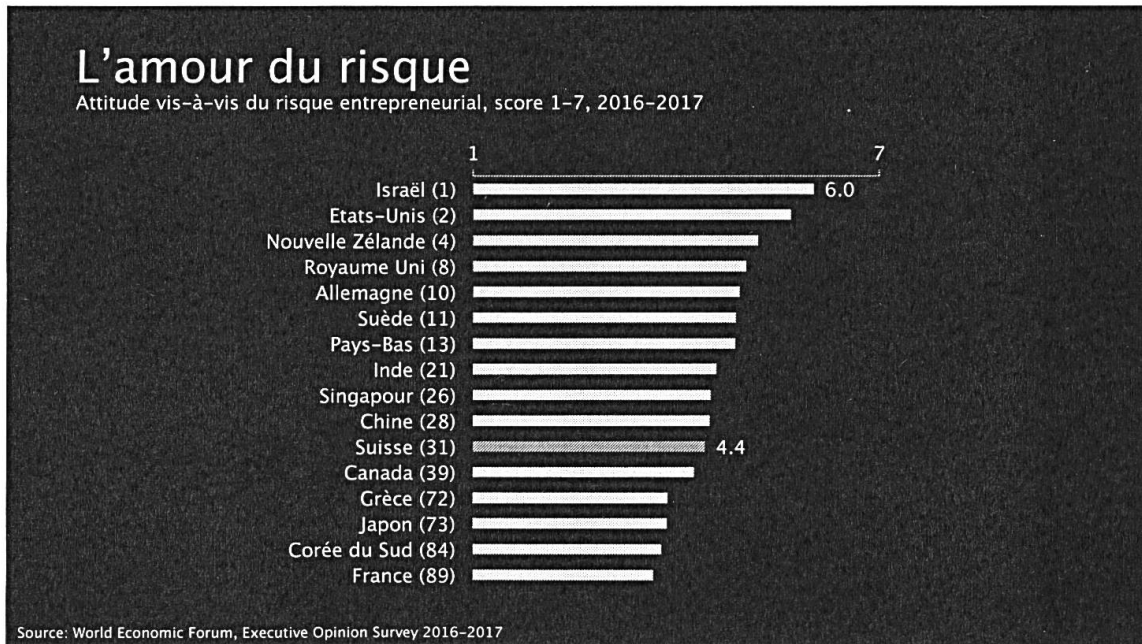


Illustration: L'amour du risque: attitude vis-à-vis du risque entrepreneurial

Le cinquième défi est la démographie, qui n'est pas favorable à la Suisse. Celle-ci est confrontée à un vieillissement rapide de sa population et à un taux de dépendance des personnes âgées (plus de 64 ans). Les projections montrent qu'en 2060 le pays devrait compter un rapport de 53 personnes âgées pour cent personnes âgées de 20 à 64 ans, posant le problème du financement des politiques sociales et de la politique d'immigration destinée à assurer une proportion suffisante d'actifs. Un autre phénomène associé à la démographie est la participation des femmes au marché du travail. La Suisse est relativement en retard lorsqu'il s'agit d'encourager la présence des femmes et d'assurer un équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Les mères suisses ne travaillent à plein temps que dans 17% des cas. Si des raisons culturelles et historiques expliquent cette situation, celle-ci révèle cependant une inadéquation des politiques familiales qui permettraient à davantage de femmes de rejoindre la force de travail et de contribuer au succès du pays.

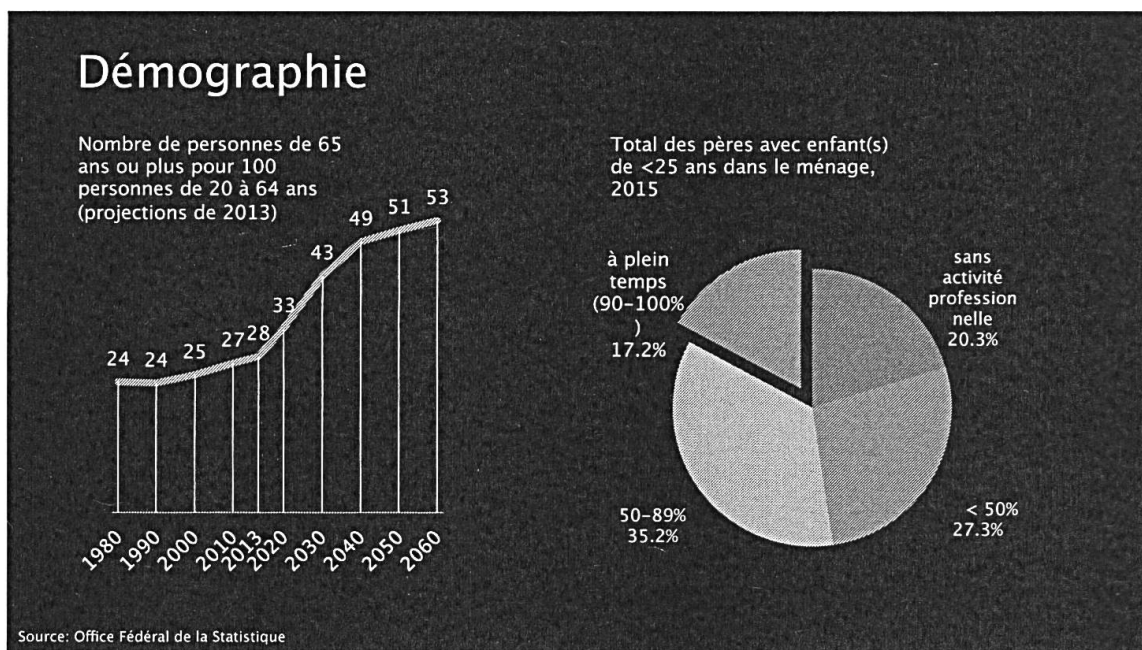


Illustration: Démographie de la Suisse

CONCLUSION

La nécessité pour les gouvernements d'assurer une stabilité et une prévisibilité pour les entreprises provient de ce que l'incertitude est la pire des entraves à l'activité économique. De ce postulat découle l'impératif d'investir dans les infrastructures digitales et éducatives pour obtenir des effets à plus long terme. En effet, les filières créées aujourd'hui formeront les personnes qui entreront sur le marché du travail dans 10 ou 15 ans et devront disposer des capacités et des qualifications requises. Cette problématique exige une très grande faculté d'anticipation, une surveillance constante et une grande capacité à planifier. En Suisse, le cadre législatif doit être adapté très rapidement aux nouveaux modèles et aux nouveaux secteurs qui apparaissent dans un contexte d'*ubérisation* de l'économie. Le message est clair pour les entreprises qui sont appelées à ne pas céder à la complaisance, à rester curieuses et ouvertes, réfléchir sur les façons de faire mieux ou différemment, embrasser et anticiper les grandes tendances et procéder à une veille concurrentielle continue.